

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Informatics Professional Services Division / Division
des services professionnels en informatique
11 Laurier St., / 11, rue Laurier
3C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

| | |
|--|---|
| Title - Sujet SENIOR ARCHITECT (LEVEL 3) | |
| Solicitation No. - N° de l'invitation 21120-127132/A | Amendment No. - N° modif. 001 |
| Client Reference No. - N° de référence du client 21120-127132 | Date 2013-02-20 |
| GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZM-379-25430 | |
| File No. - N° de dossier 379zm.21120-127132 | CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME |
| Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-03-05 | Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST |
| F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/> | |
| Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Croucher, Dennis | Buyer Id - Id de l'acheteur 379zm |
| Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1195 () | FAX No. - N° de FAX (819) 956-5078 |
| Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: | |

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

| | |
|--|--|
| Delivery Required - Livraison exigée | Delivery Offered - Livraison proposée |
| Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur | |
| Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur | |
| Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) | |
| Signature | Date |

Modification n° 1 à la demande de soumissions

Série n° 1 de questions et réponses

Question n° 1 : Pouvez-vous confirmer si les fournisseurs doivent soumettre des curriculum vitae ET des grilles pour les ressources répertoriées à l'annexe D.

Réponse n° 1 : Oui.

Question n° 2 : Pour ce qui est des exigences auxquelles doit satisfaire l'entreprise, pouvez-vous confirmer si le client acceptera un client au sein de l'administration fédérale ou d'une administration provinciale, territoriale ou municipale du Canada et/ou d'un ministère, d'un établissement public, d'un organisme, d'une société d'État ou d'une autre entité de l'état décrit dans les annexes de la *Loi sur la gestion des finances publiques* comme une « entité de la fonction publique fédérale ».

Réponse n° 2 : Voir la réponse à la question 8.

Question n° 3 : (O1) Pour ce qui concerne l'exigence énoncée en O1 selon laquelle il faut qu'un contrat d'une valeur minimale de 5 millions de dollars ait été octroyé au fournisseur au cours des 5 dernières années, pouvez-vous confirmer que ce montant doit correspondre à la valeur totale du contrat Y COMPRIS les périodes optionnelles ET qu'il n'est pas nécessaire que le soumissionnaire ait facturé la totalité de ce montant au client jusqu'à ce jour.

Réponse n° 3 : Exact dans les deux cas : la valeur totale du contrat comprend toutes les périodes optionnelles et il n'est pas nécessaire que le soumissionnaire ait facturé la totalité de ce montant jusqu'à ce jour.

Question n° 4 : Étant donné la complexité de la réponse devant être apportée à cette demande, nous demandons respectueusement de prolonger de deux semaines la période de présentation des soumissions.

Réponse n° 4 : Nous n'entendons pas prolonger cette période pour l'instant.

Question n° 5 : Le critère obligatoire O1 auquel doit satisfaire l'entreprise se lit comme suit :

« *Le soumissionnaire doit compter un minimum de cinq ans d'expérience dans la prestation de services liés à la gestion de l'information (GI) ou aux technologies de l'information (TI). Pour démontrer cette expérience, le soumissionnaire doit fournir trois exemples de contrats de service de GI/TI conclus avec une entité de la fonction publique fédérale, dont chacun représente une valeur de 5 000 000 \$ et qui doivent avoir été octroyés au cours des cinq dernières années. Le soumissionnaire doit avoir occupé le rôle d'agent contractuel principal pour chaque contrat présenté à titre de référence.* »

Conformément à ce critère, il ne sera tenu compte que des contrats octroyés au cours des 5 dernières années, de sorte que les contrats d'une valeur et d'une portée similaires octroyés il y plus de 5 ans et qui ont été exécutés au cours des 5 dernières années ne seront pas considérés. Nous demandons donc à l'État s'il serait possible de modifier le libellé du critère O1 afin qu'il se lise comme suit :

« *Le soumissionnaire doit compter un minimum de cinq ans d'expérience dans la prestation de services liés à la gestion de l'information (GI) ou aux technologies de l'information (TI). Pour démontrer cette expérience, le soumissionnaire doit fournir trois exemples de contrats de service de GI/TI conclus avec une entité de la fonction publique fédérale, dont chacun représente une valeur de 5 000 000 \$ et qui doivent avoir été octroyés ou avoir été exécutés au cours des cinq dernières années. Le soumissionnaire doit avoir occupé le rôle d'agent contractuel principal pour chaque contrat présenté à titre de référence.* »

Réponse n° 5 : Non. Nous prolongerons toutefois la période d'admissibilité de 2 ans, de sorte que tous les contrats présentés à titre de référence doivent avoir été octroyés au cours des sept dernières années. Notez que le soumissionnaire doit toujours posséder un minimum de cinq années d'expérience.

Question n° 6 : Selon le critère d'évaluation des ressources O1 dispose « *La ressource doit détenir un titre ou un diplôme universitaire en informatique, en systèmes d'information ou en conception des systèmes.* » Pouvez-vous confirmer qu'il faudrait lire « diplôme d'études collégiales » plutôt que « diplôme universitaire ».

Réponse n° 6 : Dans le cas des catégories de ressources auxquelles ce critère obligatoire s'applique, la ressource proposée doit détenir l'équivalent d'un diplôme universitaire de premier cycle de quatre ans ou plus ou d'un diplôme universitaire de deuxième ou troisième cycle de deux ans ou plus dans les domaines pertinents. Un diplôme d'études collégiales pourra être accepté s'il est possible de démontrer qu'il équivaut à l'un ou l'autre des diplômes mentionnés. Plus précisément, un grade collégial d'études appliquées d'une durée de deux ou trois ans offert par un établissement postsecondaire ne serait pas jugé acceptable.

Question n° 7 : L'État pourrait-il étudier la possibilité d'établir une équivalence entre un nombre donné d'années d'expérience et un titre ou un diplôme? Par exemple : Un titre universitaire en informatique, en systèmes d'information ou en conception des systèmes ou 15 années d'expérience de travail attestée. Un diplôme d'études collégiales en informatique, en systèmes d'information ou en conception des systèmes ou 10 années d'expérience de travail attestée.

Réponse n° 7 : Non.

Question n° 8 : Pour ce qui concerne l'exigence O1 à laquelle doit satisfaire l'entreprise, l'État peut-il modifier l'exigence relative à 3 projets au sein de l'administration fédérale pour parler plutôt de contrats conclus avec un client au sein de l'administration fédérale ou d'une administration provinciale, territoriale ou municipale du Canada et/ou d'un ministère, d'un établissement public, d'un organisme, d'une société d'État ou d'une autre entité de l'état mentionné dans les annexes de la *Loi sur la gestion des finances publiques*?

Réponse n° 8 : Les clients présentés à titre de référence doivent faire partie de l'administration fédérale. Les clients au sein des administrations provinciales et territoriales ou les autres clients de l'extérieur de l'administration fédérale ne peuvent être présentés à titre de référence. Les entités de la fonction publique fédérale comprennent les ministères, les organismes, les établissements publics et les sociétés d'État.

Question n° 9 : Nous avons constaté à la lecture de la DP 21120-127132/A qu'elle n'énonce pas d'exigences obligatoires pour les catégories de ressources suivantes : Rédacteur technique, niveau 2 et Conseiller en développement organisationnel, niveau 2. Nous vous serions gré de nous indiquer qu'elles sont ces exigences.

Réponse n° 9 : Il n'existe pas de critères obligatoires pour les rédacteurs techniques, niveau 2 ni pour les conseillers en développement organisationnel, niveau 2.

Question n° 10 : Selon le critère obligatoire O1 auquel doit satisfaire l'entreprise :

« Le soumissionnaire doit compter un minimum de cinq ans d'expérience dans la prestation de services liés à la gestion de l'information (GI) ou aux technologies de l'information (TI). Pour démontrer cette expérience, le soumissionnaire doit fournir trois exemples de contrats de service de GI/TI conclus avec une entité de la fonction publique fédérale, dont chacun représente une valeur de 5 000 000 \$ et qui doivent avoir été octroyés au cours des cinq dernières années. Le soumissionnaire doit avoir occupé le rôle d'agent contractuel principal pour chaque contrat présenté à titre de référence. »

Question 10a)

Nous menons pour le compte du gouvernement fédéral, dans la Région de la capitale nationale, deux (2) projets qui satisfont à ce critère et dont nous estimons qu'ils démontrent notre capacité de mener de front plusieurs importants projets liés à la GI ou aux TI. En tant que PME canadienne, nous estimons que ce critère compromet la capacité du SCC de faire affaire avec des fournisseurs qualifiés de services liés à la GI ou aux TI. Le client pourrait-il modifier cette exigence pour la ramener de trois (3) à deux (2) projets?

Question 10b)

Nous menons pour le compte du gouvernement fédéral, dans la Région de la capitale nationale, trois (3) projets qui satisfont à ce critère mais qui nous ont été octroyés au cours des dix (10) dernières années. En tant que PME canadienne travaillant pour le compte de l'administration fédérale depuis plus de deux décennies nous estimons que ces contrats attribués au cours des dix (10) dernières années démontrent notre capacité récente d'assurer la prestation de services liés à la GI ou aux TI dans le cadre d'importants projets gouvernementaux. Le client pourrait-il modifier le libellé de ce critère pour qu'il se lise « octroyés au cours des dix (10) dernières années » plutôt qu'au cours des cinq (5) dernières années?

Réponse n° 10 :

Réponse 10a) Non. Les soumissionnaires doivent faire état de trois contrats.

Réponse 10b) Non. Nous prolongerons toutefois la période d'admissibilité de 2 ans, de sorte que tous les contrats présentés à titre de référence doivent avoir été attribués au cours des sept dernières années. Notez que le soumissionnaire doit toujours posséder un minimum de cinq années d'expérience.

Question n° 11 : Y a-t-il actuellement ou y a-t-il eu au cours des 6 derniers mois un ou des entrepreneurs assurant la prestation de services similaires ou identiques à ceux faisant l'objet de la présente demande de soumissions? Dans l'affirmative, pourriez-vous nous indiquer quels sont les entrepreneurs titulaires de ces contrats, quelle est la durée du ou des contrat(s) attribué(s) et quelle est la valeur totale des services fournis jusqu'à ce jour.

Réponse n° 11 : Oui. Coradix Technology Consulting et Vangent Canada, en coentreprise. Le contrat est en vigueur depuis 5 ans et 2 mois, et sa valeur totale est de 19,87 M\$.

Question n° 12 : Pour ce qui est du critère obligatoire énoncée en O1 : Au cours des cinq dernières années, notre entreprise a agi à titre d'agent contractuel principal dans le cadre de plus de trois projets bien définis d'une valeur de plus de 5 000 000 \$ menés pour le compte d'une entité de la fonction publique fédérale. Cependant, en raison des processus d'approvisionnement, l'exécution de certains de ces projets nous a été confiée conformément à de multiples contrats d'une valeur de moins de 5 000 000 \$, chacun de ces contrats ayant toutefois été attribué au cours des cinq dernières années et la valeur totale des contrats attribués dans le cadre de chacun des projet étant supérieure à 5 millions de dollars.

Comme le but de cette exigence obligatoire est d'établir si le soumissionnaire peut justifier au moins cinq années d'expérience à titre d'agent contractuel principal dans le cadre de projets gouvernementaux de GI ou de TI d'une valeur de plus de 5 000 000 \$, l'État pourrait-il modifier le libellé de ce critère obligatoire conformément à l'une des deux options proposées ci-dessous ou de toute autre façon ayant un effet similaire?

Option 1 : « Le soumissionnaire doit compter un minimum de cinq ans d'expérience dans la prestation de services liés à la gestion de l'information (GI) ou aux technologies de l'information (TI). Pour démontrer cette expérience, le soumissionnaire doit fournir trois exemples de projets portant sur la prestation de services de GI/TI pour le compte d'une entité de la fonction publique fédérale, dont chacun représente une valeur d'au moins 5 000 000 \$ et qui doivent avoir été octroyés au cours des cinq dernières années. Le soumissionnaire doit avoir occupé le rôle d'agent contractuel principal pour chaque contrat présenté à titre de référence. »

OU

Option 2 : « Le soumissionnaire doit compter un minimum de cinq ans d'expérience dans la prestation de services liés à la gestion de l'information (GI) ou aux technologies de l'information (TI). Pour démontrer cette expérience, le soumissionnaire doit fournir trois exemples de contrats de services de GI/TI conclus avec des entités de la fonction publique fédérale ou provinciale dont au moins un avec une entité de la fonction publique fédérale, dont chacun représente une valeur d'au moins 5 000 000 \$ et qui doivent avoir été octroyés au cours des cinq dernières années. Le soumissionnaire doit avoir occupé le rôle d'agent contractuel principal pour chaque contrat présenté à titre de référence. »

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-127132/A

Amd. No. - N° de la modif.

001

Buyer ID - Id de l'acheteur

379zm

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21120-127132

File No. - N° du dossier

379zm21120-127132

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Réponse n° 12 : Non. Toutefois, une telle succession de contrats attribués dans le cadre d'un seul projet bien défini peut être considérée comme un « projet », au sens de certains des critères cotés auxquels doit satisfaire l'entreprise.